

**Décision n° 99-366**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 5 mai 1999**  
**portant attribution de ressources en numérotation à la société AXS Télécom**  
**(numéros géographiques)**

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34-10 et L. 36-7 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1999 autorisant la société AXS Télécom SA à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et modifiant l'arrêté du 17 juin 1998 autorisant la société AXS Télécom à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la société AXS Télécom reçue le 18 mars 1999 ;

Après en avoir délibéré le 5 mai 1999 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1er** - Les numéros indiqués ci-dessous :

Numéros de la forme	Zone de Numérotation Élémentaire
01 72 80 MC DU	Paris
01 72 81 MC DU	Paris
01 72 82 MC DU	Boulogne Billancourt
03 59 75 MC DU	Lille
04 26 05 MC DU	Lyon
04 88 12 MC DU	Marseille

sont attribués à la société AXS Télécom pour fournir le service téléphonique au public dans les zones élémentaires de numérotation correspondantes.

**Article 2** - La société AXS Télécom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.34-10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société AXS Télécom adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 1999

Le Président

Jean-Michel Hubert